



Les masques tombent

Déclaration préalable de SUD Éducation pour le CTSD de l'Hérault dématérialisé du 2 mars 2021

L'état d'urgence et la crise sanitaire qui durent depuis plus d'un an maintenant font tomber les masques politiques ; et la réalité du délabrement des services publics vient fracasser les discours creux et contradictoires des gouvernements successifs volontairement soumis aux lois du marché, dont celui de Macron est la version la plus poussée.

À l'hôpital, « fermer des lits pour mieux accueillir les patients ». Chacune et chacun peut aujourd'hui observer et parfois vivre dans sa chair les conditions de travail du secteur de la santé. Ça se passe de commentaire.

À l'université, suspecter les enseignants chercheurs d'islamo-gauchisme dès qu'ils produisent des publications gênantes pour le gouvernement... Et au passage, embrasser la rhétorique d'extrême-droite et prétendre en être le meilleur adversaire.

Abandonner les étudiants, sans études, sans revenus, sans moyen de s'alimenter correctement, et prétendre savoir mieux qu'eux qu'ils ont besoin d'un travail et non d'une allocation d'urgence !

Dans la recherche, soumettre la recherche aux priorités des grands groupes industriels, et ne retenir que les projets au meilleur potentiel de rentabilité, c'est prioriser non pas le progrès pour l'humain, mais le profit. Nous venons d'en payer le prix fort avec cette pandémie toujours à l'oeuvre.

Lors de chaque manifestation pour la défense des services publics, il a été répondu que l'argent magique n'existe pas. Mais depuis des mois l'argent magique pleut à verse. L'État, l'Europe, toutes les institutions supranationales font ruisseler de l'argent magique vers les entreprises, en espérant que l'activité, la croissance, la consommation, le capitalisme repartiront comme avant.

L'argent magique pleut à verse, mais pas dans le service public, et encore moins dans l'éducation nationale où nous manquons de médecins scolaires, d'infirmiers scolaires, d'assistants sociaux, de psychologues, d'enseignants spécialisés, d'assistants pédagogiques, d'accompagnants d'élèves en situation de handicap, d'enseignants référents, et d'enseignants, pour réaliser les innombrables missions que l'on exige de l'école :

- conserver le lien social avec les familles, même en temps de crise ;
- enseigner aux élèves et les aider à progresser ;
- accueillir au sein de la classe toutes les différences, généraliser l'inclusion avec des moyens dérisoires ;
- assurer le respect des gestes barrières et la distanciation, le lavage des mains, le port du masque, le non brassage, et bientôt les prélèvements de salive ???

L'expérience vécue depuis le confinement de mars 2020 a permis à chacune et chacun de prendre conscience des choix politiques qui ont été faits. **Le gouvernement, qui prétend œuvrer pour l'intérêt collectif, devra expliquer pourquoi l'ensemble de sa politique a privilégié les intérêts particuliers de quelques uns.** Parce qu'à la lumière d'une telle crise, ça se voit, et aucun mot ne peut prétendre le contraire.

Dans l'Éducation Nationale, Macron et Blanquer déclarent mettre la priorité sur le premier degré depuis 2017, tout en diminuant régulièrement le nombre de postes au concours, et les dotations de postes. Cette année on nous propose une dotation de 140 postes pour l'Académie... Avec cela il faudrait traiter les effets de la crise, mais aussi le magnifique plan de communication de dédoublement des CP, CE1, et GS ; les RASED dont la nécessité s'est encore accrue suite à la fermeture des écoles en mars ; le remplacement (en nombre toujours insuffisant) ; les décharges de direction pour soulager les enseignants toujours plus sollicités ; tout en absorbant les nécessités démographiques.

Les postes attribués au département n'y suffiront pas, et vos choix auront des conséquences non négligeables pour les collègues sur le terrain.

L'an dernier, pour opérer les dédoublements et réaliser les ouvertures indispensables, vous avez supprimé tous les postes d'animateurs soutien (15), de nombreux postes RASED partant en retraite ou pourvus à titre provisoire (15), et tous les postes de modulateurs et de maîtres formateurs. Il ne s'agit pas de simples manipulations administratives pour grappiller quelques postes. Il s'agit de la destruction de dispositifs, de postes spécifiques réellement utiles à la profession.

Les RASED sont attaqués depuis plus de 10 ans. Avec la crise sans précédent que nous traversons, nous ressentons cruellement l'absence des maîtres G. Entrer dans les apprentissages n'est pas évident pour tous les élèves, et la période de fermeture des établissements a eu beaucoup d'effets néfastes pour certains. Le semestre qui s'achève a démontré combien les maîtres G auraient été utiles pour redonner du cadre et du sens à ces élèves. Malheureusement, il n'y en a pratiquement plus. Les maîtres E et psychologues ont eu fort à faire également, et les renforcer est une évidence pour qui côtoie les élèves.

Nous demandons la création de postes RASED en urgence !

Par ailleurs nous observons que le dispositif EDAI est renforcé. C'est positif pour les élèves suivis par ce dispositif, mais nous souhaitons rappeler que RASED et EDAI n'ont pas les mêmes objectifs, ni les mêmes publics visés. Ces deux dispositifs doivent compléter l'éventail des aides apportées aux élèves, et pour le moment les moyens alloués ne le permettent pas.

Le nombre toujours insuffisant de postes créés par le ministère vous oblige à faire des choix : fusionner des écoles, sous-doter les RASED, le remplacement, les décharges de direction, surcharger des classes...

L'autre choix que vous opérez, c'est de multiplier le profilage de postes : EDAI, enseignants référents, postes dédoublés en GS, en CP, en CE1. Cela plaît à l'institution, mais est-ce que cela sert le service rendu au public ?

Vous faites des choix. Comptables et idéologiques. La communauté enseignante ne l'oubliera pas...